



# Nouvelles d'Espagne

## Economie et finances

N° ECOFIN-7 – du 21 avril au 4 mai 2018

- *Le gouvernement a transmis à la Commission européenne le programme national de réformes et le programme de stabilité.*
- *La Commission européenne relève ses prévisions de croissance pour l'Espagne pour 2018 (+2,9 %, +0,3 p.p.) et 2019 (+2,4 %, +0,3 p.p.).*
- *L'Espagne redevient le deuxième marché de Banco Santander (18 %), derrière le Brésil (27 %) et devant le Royaume-Uni (13 %).*

Indicateurs macro		
Croissance PIB (t/t)	+0,7 %	T1 2018
Croissance PIB (g.a)	+2,9 %	
Indice de Production Industrielle (g.a)	+3,1 %	01/18
Dette (% du PIB)	98,3 %	T4 2017
Déficit public (% du PIB)	-3,1 %	T4 2017
Exportations (g.a)	+4,4 %	02/18
Importations (g.a)	+4,6 %	02/18
Inflation sous-jacente (g.a)	+1,2 %	03/18

Marchés financiers		
	Cette semaine	Numéro précédent
IBEX 35	10 104,1	9 884,2
Rendement bon à 10 ans (%)	1,294	1,273
Prime de risque (pp)	0,754	0,675
Emploi		
Taux de chômage (données cvs)	16,4 %	T4 2017
Création d'emplois trimestrielle (données cvs)	+66 800	T4 2017

## Actualité Economique

### MACROECONOMIE

**Le gouvernement a transmis à la Commission européenne le programme national de réformes (PNR) et le programme de stabilité.** Ils traduisent une volonté de préserver les gains de compétitivité issus des réformes structurelles et de poursuivre la consolidation budgétaire. Concernant les finances publiques, le gouvernement présente plusieurs mesures ayant pour objectif d'assurer la soutenabilité des comptes : (i) le contrôle des dépenses, (ii) l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques, (iii) le partage des efforts budgétaires entre les différents échelons de l'Administration et (iv) l'amélioration de la transparence budgétaire des administrations publiques. Par ailleurs, des mesures visant à stimuler la digitalisation de l'économie, la R&D, l'éducation et le développement durable sont également présentées afin de dynamiser la productivité. Le scénario macroéconomique prévoit un ralentissement progressif de la croissance (2018 : +2,7 %, 2019 : +2,4 %, 2020 et 2021 : +2,3 %) compatible avec la sortie de la procédure de déficit excessif (cible de déficit de 2,2 % du PIB en 2018) et la poursuite des créations d'emplois (le niveau de population occupée d'avant crise, soit 20 millions de personnes, serait rétabli en 2020).

**La commission européenne relève ses prévisions de croissance pour l'Espagne pour 2018 (+2,9 %, +0,3 p.p.) et 2019 (+2,4 %, +0,3 p.p.).** Dans ses prévisions de printemps, la commission européenne considère le projet de budget 2018 modérerait le ralentissement de la consommation privée, justifiant ainsi les révisions à la hausse des taux de croissance. La vigueur des créations d'emplois porterait le taux de chômage sous la barre des 14 % en 2019, soit le niveau de 2008. Néanmoins, les mesures budgétaires expansives seraient incompatibles avec le respect des cibles de déficit puisque la commission prévoit que celui-ci s'élèverait à 2,6 % en 2018 (hors dernières annonces sur les retraites) alors que la cible fixée est de 2,2 % (Cf. Tableau 1).

**La croissance trimestrielle du PIB s'élève à +0,7 % t/t au T1 2018.** Selon la première estimation de l'INE, le dynamisme de l'activité se serait poursuivi au premier trimestre en élevant le taux de croissance en glissement annuel à +2,9 % (+3,1 au T4 2017).



**L'inflation est orientée à la baisse en avril (+1,1 % g.a ; -0,1 pp.).** D'après l'indicateur avancé de l'INE, le taux de variation annuel de l'IPC se serait réduit de -0,1 p.p. par rapport à mars, en raison notamment de la diminution des prix des services touristiques et du gaz, qui avaient augmenté en 2017.

### MARCHE DU TRAVAIL

**Plus des trois quarts des personnes en emploi en Espagne travaillent dans le secteur des services.** Le poids des services dans le marché du travail espagnol ne cesse de croître. Au début de la crise, en 2008, 68,1 % de l'ensemble des personnes occupées travaillaient dans le secteur des services, selon Eurostat. Tiré par l'effondrement du secteur de la construction et le dynamisme de secteurs comme les transports et l'hôtellerie, ce pourcentage atteignait 75,5 % en 2017, soit une hausse de plus de 7 points. Seuls le Portugal et la Croatie ont connu une augmentation plus importante dans l'UE sur les 10 dernières années.

**L'OCDE alerte l'Espagne sur son système éducatif et son marché du travail.** Dans son rapport *Getting Skills Right: Spain*, l'OCDE montre qu'en 2015, 22 % des travailleurs espagnols avaient un niveau de qualification supérieur à celui requis pour le poste qu'ils occupaient, contre 15 % pour la moyenne européenne. Afin de faire face au mésappariement entre l'offre et la demande de compétences et d'adapter les travailleurs aux nouvelles compétences exigées dans un contexte marqué par des « *mega-trends* » (démographie, globalisation et digitalisation), l'OCDE plaide pour la poursuite de politiques actives de l'emploi et le développement d'une formation qui seraient davantage centrés sur les compétences des travailleurs plutôt que sur des emplois spécifiques. L'organisme international soutient également l'idée d'une évaluation du niveau réel de compétences des chômeurs qui serait prise en compte par les services publics d'emploi dans la réalisation de leurs activités.

## Actualité Financière

### SECTEUR BANCAIRE

**Les résultats de CaixaBank et de BBVA pour le premier trimestre 2018 dépassent les prévisions avancées malgré les difficultés rencontrées sur les revenus liés aux activités de prêts sur le marché domestique.** BBVA enregistre une augmentation de 12 % sur ses bénéfices nets (1,34 Md € contre 1,19 Md € de prévu) grâce à son principal marché étranger, le Mexique, qui représente 35 % de ses bénéfices et une solide performance aux États-Unis. CaixaBank affiche un bénéfice net de 704 M € (contre 560 M € de prévu) dont 12 % a été réalisé aux États-Unis. Les banques tentent d'accroître leurs gains sur les emprunts en Espagne alors que les taux d'intérêt restent à un minimum historique.

**L'Espagne redevient le deuxième marché de Banco Santander (18 %), derrière le Brésil (27 %) et devant le Royaume-Uni (13 %).** Banco Santander obtient un bénéfice net de 2,05 Md € au cours du premier trimestre 2018, soit une hausse de 10 % g.a. Les résultats nets de son marché espagnol progressent de 26 %, compensant ainsi la mauvaise performance du Royaume-Uni qui accuse une chute de 23 % de son résultat net en raison, selon la banque, « d'un contexte de forte concurrence qui a affecté les revenus, tandis que les coûts [et les provisions] ont augmenté ».

**La Banque d'Espagne alerte sur les risques liés à l'importante croissance du crédit à la consommation, dont le taux de créances douteuses doit être contrôlé.** Si le superviseur espagnol souligne dans son rapport de stabilité financière que les familles espagnoles poursuivent le processus de désendettement engagé après l'éclatement de la bulle immobilière, il met cependant en garde contre la hausse du crédit à la consommation qui représente 58 Md € de stock et a enregistré un taux de croissance interannuel de 15 % en 2017. Cette activité offre une rentabilité plus importante pour les banques mais présente également un risque plus élevé. La Banque d'Espagne appelle en particulier les établissements de crédit à maîtriser les créances douteuses liées au crédit à la consommation.

**La SAREB a vendu 18 925 immeubles en 2017, soit une hausse de 34 % par rapport à 2016.** La Société de gestion des actifs procédant de la restructuration bancaire (SAREB) a réduit de 15 % ses résultats négatifs et a clôturé l'exercice avec des pertes de 565 M €, un chiffre lié aux coûts financiers importants que supportent la structure en raison de son fort endettement (541 M €). Les deux tiers des opérations se sont concentrés dans les Communautés autonomes d'Andalousie, de Catalogne, de Valence et de Madrid.


**Annexes**
**Tableau 1 – Prévisions macroéconomiques du gouvernement et des principaux organismes**

	2017	2018				
		Gouv.	BdE	CE	OCDE	FMI
		avril	mars	mai	nov.	avril
<b>PIB réel</b>	<b>3,1</b>	<b>2,7</b>	<b>2,7</b>	<b>2,9</b>	<b>2,3</b>	<b>2,8</b>
<i>PIB nominal</i>	4,0	4,3		4,3	3,9	4,4
Conso. Privée	2,4	2,0	2,1	2,3	2,0	2,3
Conso. Publique	1,6	1,1	1,4	1,9	0,8	1,0
FBCF	5,0	4,7	4,3	4,6	4,0	4,5
<i>Demande intérieure (*)</i>	2,8	2,3	2,4	2,6	2,1	2,6
Exportations	5,0	4,8	4,9	5,0	4,6	4,7
Importations	4,7	4,1	4,2	4,7	4,0	4,3
<i>Demande extérieure (*)</i>	0,3	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3
Déflateur du PIB	1,0	1,5	1,2	1,4	1,6	1,6
Emploi	2,8	2,5	2,7	2,0	2,3	2,0
Taux de chômage	17,2	15,5	15,1	15,3	15,4	15,5
Coût unitaire du travail	-0,1	1,0	/	0,8	1,4	/
Capacité/besoin de financement des APU	-3,1	-2,2	-2,5	-2,6	-2,4	-2,5

Source : Programme de stabilité et documents de référence des organismes.

**Responsable de la publication** : Hervé Le Roy

Ambassade de France en Espagne  
 Service Économique Régional  
 C/ Marqués de la Enseñada, 10  
 28004 Madrid

**Rédigé par** : Tiphane Aymard, Miguel Garcia, Pierre Pérard

**Abonnement** : [pierre.perard@dtresor.gouv.fr](mailto:pierre.perard@dtresor.gouv.fr)

**Internet** : [www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne](http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne)

**Suivez-nous sur Twitter** : @FR\_Eco\_Iberica



**Copyright** :

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

**Clause de non-responsabilité** :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.